



→ **Conférence de presse**

«Un signal d'alarme»

**pour la place économique suisse**

**5 mai 2025**



## Communiqué de presse

Lundi 5 mai 2025

# Appel à agir pour la place économique suisse

Tirer à la même corde pour assurer la stabilité et la compétitivité

### L'essentiel en bref:

- **La situation actuelle doit faire l'effet d'un signal d'alarme pour la Suisse: si nous restons les bras croisés, notre pays perdra en stabilité et en compétitivité.**
- **Pour que la Confédération conserve sa capacité d'action, il convient de mettre en œuvre de manière exhaustive le «programme d'allègement 27» et ses mesures axées sur les dépenses. Il faut renoncer à des mesures axées sur les recettes.**
- **Les entreprises et les travailleurs ont, eux aussi, besoin d'un train de mesures qui allège leurs charges. Non seulement cela renforcera la résilience et la compétitivité de la place économique, mais cela créera également des potentiels de recettes pour l'État.**

L'insécurité géopolitique et économique se poursuit et la Suisse est directement touchée. C'est justement dans ces moments-là qu'on voit ce qui compte vraiment: la stabilité et une économie performante et résiliente comme fondement de notre prospérité, deux facteurs de réussite soumis à une pression considérable. La Suisse ne doit pas poursuivre son chemin comme si de rien n'était, elle doit agir, il y a urgence. Car, en l'absence de mesures, la place économique verra sa stabilité et sa compétitivité s'affaiblir. Pour que l'État reste capable d'agir, également dans une période difficile, il est essentiel que le «programme d'allègement 27» du Conseil fédéral et ses mesures axées sur les dépenses soient mis en œuvre de manière globale. C'est le seul moyen de parvenir à respecter le frein à l'endettement et de créer une marge de manœuvre pour investir dans les capacités de défense. Dès lors, l'économie soutient fermement le «PA27».

### Un train de mesures est nécessaire pour renforcer la place économique

La Suisse est sous pression et de nombreux pays renforcent l'attractivité de leur place économique. Il est décisif que le monde politique suisse montre sa détermination et prenne des mesures. Celui-ci doit renoncer à introduire des charges réglementaires et des taxes supplémentaires. «Un moratoire en matière de réglementation s'impose», a déclaré Christoph Mäder, président d'economiesuisse, lors de la conférence de presse commune de l'économie. «De plus, un train de mesures doit être élaboré pour renforcer la place économique suisse», toujours selon Christoph Mäder. L'économie demande donc la mise en place d'un groupe d'experts, composé de représentants des milieux scientifiques et économiques ainsi que de la Confédération, chargé d'élaborer un train de mesures transversales.

### Éviter une nouvelle hausse des impôts et des taxes

Il importe également d'accorder une attention particulière à la prévoyance sociale, le plus gros poste de dépenses de la Confédération. Il faut savoir à cet égard que les dépenses de l'AVS augmentent fortement, notamment en raison de l'évolution démographique et de l'introduction de la 13<sup>e</sup> rente. Dans

ce contexte, il est décisif d'assurer le financement à long terme des assurances sociales sans renchérir davantage le travail. Le coût du travail est un facteur essentiel, avec un cadre stable, pour les investissements des entreprises. Aussi l'Union patronale suisse salue-t-elle le projet visant à dissocier le financement de l'AVS du budget de la Confédération – sans pour autant qu'il entraîne des hausses des charges salariales. «Il faut un engagement clair contre des hausses des cotisations salariales en faveur de l'AVS», a indiqué Severin Moser, président de l'Union patronale suisse.

Stefan Mäder, président de l'Association Suisse d'Assurances, s'oppose lui aussi fermement à des hausses d'impôts. «La Confédération a un problème de dépenses, pas de recettes. Le relèvement prévu de l'imposition des capitaux de prévoyance toucherait des pans entiers de la population et doit être clairement rejeté», a déclaré Stefan Mäder. Selon lui, «le système des trois piliers, qui constitue l'un des principaux acquis de notre pays, serait affaibli». Du point de vue des assurés en particulier, changer les règles du jeu en cours de partie serait contraire à la sécurité juridique. Cela affaiblirait la confiance dans l'action de l'État et la responsabilité individuelle en matière de prévoyance. L'économie préconise également de ne pas remettre en question la fiabilité du système des trois piliers, car les fonds sont investis à long terme renforcent la place économique suisse.

#### **Supprimer des obstacles au commerce**

Le conflit commercial international pèse sur les exportations, les entreprises et les investissements suisses. L'intégration de la Suisse dans le groupe des quinze partenaires commerciaux avec lesquels les États-Unis recherchent en priorité un accord sur les droits de douane est un premier pas vers la résolution du conflit. Des relations diplomatiques étroites avec les États-Unis restent toutefois essentielles. En même temps, la Suisse, en tant qu'économie ouverte, a besoin du meilleur accès possible aux marchés du monde entier. «Les accords de libre-échange gagnent ainsi encore en importance. Concrètement, je pense à l'entrée en vigueur rapide de l'accord avec l'Inde, à la conclusion des accords avec le Mercosur, la Malaisie et le Vietnam ainsi qu'à la mise à jour de ceux avec la Chine et le Mexique», a indiqué Martin Hirzel, président de Swissmem. Des référendums nuiraient fortement à l'industrie d'exportation. Enfin, les Bilatérales III doivent être menées à bien.

#### **Appel à agir pour la place économique suisse**

Des propositions concrètes pour un train de mesures visant à renforcer la place économique suisse ont été présentées lors de la conférence de presse. Le document se trouve en annexe.

Pour toute question:

- Silvan Lipp, responsable Communication d'economiesuisse, +41 44 421 35 57, [media@economiesuisse.ch](mailto:media@economiesuisse.ch)
- Jonas Lehner, responsable suppléant du secteur Communication de l'Union patronale suisse, +41 79 627 15 19, [lehner@arbeitgeber.ch](mailto:lehner@arbeitgeber.ch)
- Noé Blancpain, chef Communication et Public affairs de Swissmem, +41 78 748 61 63, [n.blancpain@swissmem.ch](mailto:n.blancpain@swissmem.ch)
- Jan Mühlethaler, directeur de la division Affaires publiques et communication de l'Association Suisse d'Assurances, [media@svv.ch](mailto:media@svv.ch)

## Conférence de presse

Lundi 5 mai 2025

Seul le discours prononcé fait foi.

# Alléger les charges de la place économique suisse

## Christoph Mäder, président d'economiesuisse

Mesdames, Messieurs,

Au nom des représentants de l'économie ici présents, je vous souhaite la bienvenue à cette conférence de presse.

Nous traversons une période de turbulences. Le conflit commercial mondial et en particulier l'incertitude touchent durement l'économie suisse. Nous assistons à un bras de fer géopolitique. La Pologne et les pays baltes parlent de miner leurs frontières. La menace est sérieuse et il ne fait pas de doute que l'Europe doit en faire davantage pour sa défense.

Or notre pays se trouve en plein centre de l'Europe. Nous sommes, nous aussi, directement mis à l'épreuve. Et pourtant, j'ai l'impression que nous poursuivons notre chemin comme si de rien n'était dans bien des domaines. La volonté d'entreprendre de vraies réformes structurelles est plutôt faible. Cette situation est dangereuse. Car, si nous restons les bras croisés, nous risquons de voir disparaître des fondements essentiels pour les citoyennes et citoyens de notre pays, tels que la prospérité et la sécurité.

La situation actuelle doit être un signal d'alarme pour la politique suisse : Nous devons prendre soin de la place économique – c'est pourquoi nous sommes ici aujourd'hui. Nous devons faire preuve de courage – pas comme certaines personnes à gauche de l'échiquier politique qui attendent les conflits avec leurs déclarations. Nous devons montrer de quel bois nous sommes faits – pour la Suisse, les entreprises et les travailleurs. En d'autres termes, c'est aujourd'hui qu'il faut agir.

Les milieux économiques adressent principalement deux demandes au monde politique :

- Premièrement, nous avons besoin d'un État capable d'agir et doté de fondements solides. La mise en œuvre du programme d'allègement 27 de la Confédération, et de ses mesures axées sur les dépenses, revêt donc une importance décisive. La Suisse disposera d'une marge de manœuvre suffisante pour développer sa capacité de défense et être en mesure de relever les défis à venir, à condition d'alléger le budget fédéral.

- Deuxièmement, il est impératif d'alléger les charges de la place économique et des entreprises. C'est pourquoi nous demandons la mise en place d'un groupe d'experts chargé d'élaborer un train de mesures transversales et globales pour renforcer la place économique suisse.

Mesdames et Messieurs, permettez-moi de développer le premier point. La consultation sur le programme d'allègement 27 se termine aujourd'hui. La situation actuelle est connue : les dépenses de la Confédération dépassent ses recettes. Il est grand temps de maîtriser les dépenses. C'est à cette condition que le frein à l'endettement pourra être respecté à l'avenir. Pour les milieux économiques, le frein à l'endettement est crucial et non négociable. Les citoyennes et citoyens l'ont introduit pour éviter de revivre une évolution de l'endettement telle que nous l'avons connue dans les années 1990. Or cela menace justement de se reproduire. Les milieux économiques attendent des parlementaires qu'ils prennent leurs responsabilités.

Des finances fédérales saines et un État solide sont des atouts majeurs pour la place économique suisse que nous ne devons en aucun cas mettre en péril. Avec la mise en œuvre du programme d'allègement, nous garantissons la stabilité, la marge de manœuvre et la fiabilité de la Confédération. Nous préconisons de mettre en œuvre l'intégralité des mesures axées sur les dépenses prévues dans le cadre du programme d'allègement 27. Il est judicieux de ficeler un train de mesures, cela garantit la symétrie des efforts. Nous profitons tous de finances équilibrées. Dès lors, il est juste que nous y apportions tous notre contribution. Les expériences faites avec des programmes antérieurs montrent que cette approche est prometteuse. Et puisque nous parlons de finances saines, nous devons aussi parler de l'AVS. Severin Moser, président de l'Union patronale suisse, examinera cette question. Pour les milieux économiques, il est clair qu'il faut renoncer tout développement supplémentaire de l'AVS.

Comme je l'ai dit au début, nous devons considérer le programme d'allègement 27 au vu de la situation sécuritaire globale. La guerre fait rage en Europe. Nous devons moderniser notre armée. Nous l'avons clairement négligée ces dernières années. Il est clair que la Suisse doit accroître ses dépenses dans le domaine de la sécurité. Cela n'est possible que si la Confédération dispose d'une marge de manœuvre suffisante. Le « PA27 » est décisif à cet égard.

J'en viens à la deuxième demande de l'économie : de nombreux pays renforcent l'attractivité de leur place économique. Il est décisif que la politique suisse montre sa détermination et prenne des mesures.

Aux yeux de l'économie, un moratoire en matière de réglementation s'impose. Les réglementations déjà prévues qui affaiblissent la place économique suisse doivent être examinées de manière critique et suspendues. Nous pensons ici à la loi sur l'examen des investissements, à l'ordonnance sur le CO<sub>2</sub> révisée ou aux obligations en matière de reporting. Les entreprises risquent de voir leurs charges et leurs coûts augmenter dans ces domaines. Cela peut être évité si ces projets sont suspendus.

L'économie demande en outre l'élaboration d'un train de mesures concrètes pour soulager la place économique suisse. Dans ce contexte, nous considérons que l'approche et la procédure retenues pour le programme d'allègement 27 sont positifs. Un groupe d'experts composé de représentants des milieux scientifiques et économiques ainsi que des autorités fédérales devrait être mis en place dans le

but d'élaborer des mesures concrètes pour renforcer la place économique suisse et surtout créer des conditions-cadre optimales pour les activités à forte valeur ajoutée.

Vous trouverez dans le document qui accompagne le communiqué de presse plusieurs mesures concrètes qui pourraient être intégrées dans un tel programme d'allègement en faveur de la place économique suisse. Nous approfondissons volontiers certains aspects au terme des interventions. Une chose est sûre : lorsque nous parlons d'allègements, il s'agit aussi, pour la Suisse en tant que nation exportatrice, de supprimer des obstacles au commerce. Nous saluons vivement le fait que le Conseil fédéral et le SECO recherchent activement des solutions avec les États-Unis. Cela dit, il est tout aussi décisif pour l'économie suisse de continuer à développer son réseau d'accords de libre-échange dans le monde entier. Enfin, il est essentiel que le paquet des Bilatérales III soit mis en consultation avant l'été, comme prévu.

Mesdames et Messieurs, l'heure est grave et des mesures s'imposent. Nous devons à la fois doter la Confédération de finances solides et créer des conditions-cadre optimales pour la place économique suisse. Les intervenants que vous allez entendre aborderont d'autres aspects et domaines d'action.

Je vous remercie de votre attention et passe la parole à Severin Moser.

## Conférence de presse: «Wake-up Call» pour la place économique suisse

Discours de Severin Moser, président de l'Union patronale suisse

*Seul le texte prononcé fait foi*

Chers journalistes,  
Mesdames et Messieurs,

Quiconque parle avec des entrepreneurs entend toujours la même chose en ce moment: l'incertitude augmente - et ce, comme l'a déjà expliqué l'orateur précédent, à plusieurs égards. Mais ce que j'entends aussi, c'est que les employeurs font ce qu'ils peuvent. Ils s'adaptent, ils investissent dans l'efficacité, ils forment. Mais ils se heurtent de plus en plus à des limites.

La place économique suisse est confrontée à de multiples défis qui doivent être abordés avec la détermination qui s'impose. Dans cette situation, il est clair que la politique ne doit pas imposer de charges supplémentaires à la place économique. Il faut au contraire de la stabilité, de la prévisibilité et un allègement ciblé.

L'un des principaux facteurs de réussite de la Suisse a toujours été son marché du travail libéral. Celui-ci a déjà fait ses preuves à plusieurs reprises lors de crises passées et nous profite également aujourd'hui. Les entreprises peuvent réagir rapidement à l'évolution des conditions-cadres, garantir l'emploi et saisir de nouvelles opportunités. La capacité d'adaptation des entreprises, des conditions-cadres étatiques fiables et des instruments ciblés tels que le chômage partiel et l'assurance-chômage ont été et sont toujours décisifs à cet égard.

Les entreprises doivent décider si elles investissent en Suisse ou à l'étranger. Un aspect central est le facteur travail - et deux facteurs comptent à cet égard: la disponibilité d'une main-d'œuvre qualifiée et des coûts du travail raisonnables.

En ce qui concerne la disponibilité, il convient également de mettre l'administration publique devant ses responsabilités. C'est précisément en raison de la pénurie structurelle de main-d'œuvre que l'État devrait faire preuve de retenue dans la création de nouveaux postes. Ces dernières années, les effectifs de l'administration publique ont connu une croissance supérieure à la moyenne. Dans les domaines où cela est possible, il faut un gel ciblé des postes et un engagement clair en faveur d'une augmentation de l'efficacité. Car l'administration doit aussi apporter sa contribution pour garantir la compétitivité de l'ensemble du site.

En ce qui concerne le deuxième facteur décisif, le coût du travail, la Suisse fait déjà partie des sites les plus chers en comparaison internationale. Bien que la stabilité de la Suisse en fasse un site attractif, les inconvénients liés aux coûts élevés du travail peuvent, à un certain moment, l'emporter. Pour de nombreuses entreprises, la question se pose alors de savoir si les investissements en Suisse sont encore rentables. En conséquence, les entreprises peuvent se délocaliser ou renoncer à s'implanter en Suisse, transférer leurs projets ailleurs ou tout simplement annuler totalement leurs investissements.

Cela doit tous nous concerner. En effet, la valeur ajoutée des entreprises multinationales orientées vers l'exportation a augmenté trois fois plus que celle de l'ensemble de l'économie au cours des dernières années. De même, ces dernières années, elles ont contribué plus de deux fois plus à la croissance des emplois que les autres entreprises. Grâce à leur productivité élevée, elles tirent vers le haut l'ensemble des salaires en Suisse. Du coiffeur à la boulangère en passant par le monteur en

chauffage. Si les entreprises multinationales orientées vers l'exportation quittent le pays, nous nous en porterons tous plus mal: nous aurons moins de prospérité et moins d'emplois bien rémunérés.

Au vu de la situation actuelle, il est dangereux que la politique discute justement maintenant d'une augmentation des cotisations salariales. Depuis le 4 avril, nous savons que la commission sociale du Conseil des États souhaite financer partiellement la 13e rente AVS par des cotisations salariales. Et ce n'est pas tout: d'autres souhaits d'extension sont déjà dans le pipeline: par exemple, la suppression du plafonnement des rentes AVS pour les couples mariés, l'augmentation des allocations familiales ou l'initiative pour un congé parental.

Tous ces projets peuvent sembler politiquement populaires. Mais ce qui est vendu aujourd'hui comme une conquête sociale peut conduire demain à ce que les entreprises ne puissent plus investir dans la formation continue, la conciliation ou les augmentations de salaire. Des entreprises compétitives ne sont pas une fin en soi - elles sont la base de l'innovation, de bons salaires et de la protection sociale.

Pour l'Union patronale suisse, il est donc clair que c'est maintenant qu'il faut faire preuve de modération plutôt que de poursuivre l'extension des prestations sociales. Là où il existe des inégalités dans les assurances sociales, celles-ci doivent être compensées de manière ciblée et sans incidence sur les coûts - et non pas avec un arrosoir sous forme d'augmentations forfaitaires des prestations pour tous.

Ce qu'il faut maintenant, c'est un signal de politique financière raisonnable et de responsabilité vis-à-vis de la place économique. Cela passe notamment par des finances fédérales équilibrées. Car seul celui qui maîtrise ses dépenses conserve sa capacité d'action, surtout en ces temps où la stabilité devient une ressource rare.

C'est là qu'intervient le paquet d'allègement budgétaire 27, en réponse au déséquilibre structurel croissant du budget fédéral. Le paquet d'allègement suit un cap clair: fixer des priorités, contenir les dépenses, garantir le frein à l'endettement. Car la Confédération n'a pas de problème de recettes - elle a un problème de dépenses. Et c'est précisément là qu'il faut agir.

La dissociation prévue du financement de l'AVS du budget de la Confédération en est un élément central. Il s'agit d'un pas important vers plus de transparence et de responsabilité individuelle dans la politique sociale. Si les dépenses sociales sont durablement subventionnées de manière croisée par les fonds généraux de la Confédération, cela influence la conscience des coûts de l'ensemble des assurances sociales. La tentation politique d'étendre les prestations sans réfléchir en même temps à leur financement grandit. On le voit déjà avec la 13e rente AVS, dont le financement n'a pas été clarifié jusqu'à présent. Il faut mettre un terme à cette tendance, déjà bien avancée, à l'extension permanente et au «puiser dans les réserves», là où il n'y a plus rien à puiser.

Avec le désenchevêtrement proposé, l'AVS est à nouveau considérée pour ce qu'elle est: une branche d'assurance sociale autonome avec sa propre logique de financement. Cela renforce la crédibilité de la prévoyance vieillesse et clarifie le budget de la Confédération et celui du 1er pilier.

L'Union patronale suisse salue donc la dissociation du financement de l'AVS du budget de la Confédération. Ce qui est décisif pour nous, c'est que la stabilité financière de l'AVS soit assurée durablement - sans nouvelles charges pour les travailleurs et les employeurs. Il faut maintenant un engagement clair: pas de pourcentages salariaux supplémentaires pour l'AVS.

Une prévoyance vieillesse fiable, des finances publiques stables et des lignes directrices claires en matière de politique financière - tous ces éléments sont des facteurs essentiels pour l'attractivité du



SCHWEIZERISCHER ARBEITGEBERVERBAND  
UNION PATRONALE SUISSE  
UNIONE SVIZZERA DEGLI IMPRENDITORI

pays. En effet, les entreprises ont besoin d'avoir confiance dans la fiabilité politique et économique de notre pays pour pouvoir investir, maintenir les emplois et en créer de nouveaux. Pour cela, il faut s'en tenir résolument aux principes de base qui ont fait leurs preuves, comme le frein à l'endettement, l'accent mis sur le contrôle des dépenses et la protection d'un marché du travail libéral et flexible.

## Exposé de Martin Hirzel, président de Swissmem

### Conférence de presse du mardi 5 mai 2025 : « Soulager maintenant la place économique suisse »

Mesdames, Messieurs,

Le budget fédéral est dans une situation de déséquilibre structurel. En d'autres termes : la Confédération dépense trop d'argent. Le programme d'allègement budgétaire proposé par le Conseil fédéral est juste et important, et ce, également pour les entreprises exportatrices suisses. Pourquoi ?

En plus de l'indépendance de la Banque nationale, des finances publiques stables sont indispensables à la réussite de la politique économique. Un budget national sain a trois effets positifs pour les entreprises :

1. Il contribue de manière significative à des taux d'intérêt bas pour les crédits souscrits par les entreprises. Souvenez-vous lorsque le chancelier allemand désigné a annoncé il y a quelques semaines qu'il assouplirait le frein à l'endettement, les taux d'intérêt allemands à long terme ont grimpé en flèche. Ce qui a augmenté le niveau des taux d'intérêt pour toutes les entreprises en Allemagne.
2. Des finances publiques stables garantissent une bonne prévision de la charge fiscale. Cela favorise les investissements en Suisse. Les entreprises le savent bien : les dettes d'aujourd'hui sont les impôts de demain.
3. Enfin, seul un État financièrement sain est capable d'agir, surtout en situation de crise. Les mesures prises par la Confédération pendant le Covid pour stabiliser l'économie et la société ont porté leurs fruits parce que la Confédération se trouvait dans une bonne situation de départ sur le plan de la politique financière.

Il n'y a pas d'alternative aux économies :

- Pour Swissmem, il n'est pas question d'augmenter les recettes. Des charges financières plus élevées nuiraient à la place économique.
- Il ne faut pas non plus toucher au frein à l'endettement. Cela ouvrirait la porte à un dérapage fiscal — une spirale infernale sans filet de sécurité.

L'incapacité de la politique à fixer des priorités serait en outre un aveu d'impuissance. En tant qu'entrepreneurs, je dois vous le dire clairement, nous n'aurions aucune compréhension. Nos entreprises exportatrices, soumises à une rude concurrence internationale, réduisent leurs coûts de 2 à 3% chaque année !

La voie proposée par le Conseil fédéral est donc la seule qui soit responsable : Il faut s'attaquer systématiquement aux dépenses. Le gouvernement a ainsi respecté la « symétrie des sacrifices ». Les groupes d'intérêt les plus divers apportent leur contribution.

Il en va de même pour l'industrie tech que je représente. Les entreprises membres de Swissmem sont touchées par les mesures proposées. Par exemple, dans le domaine de la promotion de l'innovation ou de la formation professionnelle.

Malgré cela, Swissmem soutient l'ensemble des mesures d'allègement.

À une restriction près : si le programme d'allègement budgétaire devait être détricoté sous sa forme actuelle au cours du débat politique, il est évident que l'industrie ne doit pas passer pour « le dindon de la farce ». Si tel est le

cas, nous commencerons nous aussi à remettre en question les mesures d'économie qui font particulièrement mal aux entreprises de notre secteur. Mais avec des propositions concrètes de compensation dans le même temps/domaine.

Chers représentants et représentantes des médias,

Il n'y a certes pas de place économique forte sans finances publiques stables, mais cela ne suffit pas. Les droits de douane américains contre la Suisse, quel que soit leur taux, rendront les affaires américaines plus difficiles. Certaines entreprises devront quitter ce marché parce qu'il n'est tout simplement plus rentable.

Nous ne demandons pas de subventions et encore moins la charité. Mais nous avons besoin de conditions-cadres encore meilleures.

En plus des mesures esquissées par Christoph Mäder dans le pays, comme la réduction de la bureaucratie, que nous réclamons énergiquement, nous devons nous tourner vers l'extérieur. La politique doit ouvrir de nouvelles portes aux entreprises suisses innovantes et très performantes et, pour ce faire, il faut de nouveaux accords de libre-échange. Comme chacun le sait, le plus récent est l'accord avec l'Inde, et il doit entrer en vigueur rapidement. La Confédération est appelée à conclure ou à signer d'autres accords de ce type à un rythme soutenu. Je pense au Vietnam et bien sûr au Mercosur — n'oublions pas que le Brésil, par exemple, impose des droits de douane allant jusqu'à 22% sur les machines suisses, soit bien plus que les États-Unis actuellement.

Les accords existants doivent être modernisés, à commencer par l'accord de libre-échange avec la Chine ou encore avec le Mexique. La visite du conseiller fédéral Ignazio Cassis a été un signal très important envoyé à la République Populaire de Chine pour que les relations commerciales entre les deux pays continuent à s'intensifier. Pour ce faire, les droits de douane restants sur environ 5% des produits tech suisses doivent également être supprimés. Cela peut sembler peu, mais c'est précisément dans ces lignes tarifaires — comme les machines-outils high-tech — que l'industrie tech suisse est très forte. Il y a dix ans, la Chine ne voulait pas nous accorder de préférences tarifaires dans ce domaine.

Mesdames et Messieurs, pour finir, permettez-moi les remarques suivantes : nous vivons une période de turbulences, avec beaucoup d'incertitudes et de nombreux facteurs sur lesquels nous n'avons aucune influence. Mais nous **pouvons** influencer beaucoup de choses : gardons des finances stables et offrons de nouvelles opportunités à nos entreprises.

Un grand merci.

*Le texte prononcé fait foi.*

Pour de plus amples renseignements chez Swissmem :  
– Noé Blancpain, Chef Communication & Public Affairs, +41 78 748 61 63, n.blancpain@swissmem.ch



## DISCOURS

Présenté par Communication ASA  
Événement **Conférence de presse du 5 mai 2025**  
Date 5 mai 2025  
Lieu Berne

### **Intervention de Dr. Stefan Mäder, Président de l'Association Suisse d'Assurances ASA**

*Mesdames et Messieurs,*

Le monde est en mouvement. Ce n'est pas nouveau en soi, mais l'incertitude est palpable. Les tensions géopolitiques nous tiennent en haleine. Mais la hausse des dépenses publiques est également préoccupante – et la question de la manière d'y faire face est centrale.

Dans des situations agitées, il est important de garder la tête froide et de ne pas prendre de décisions idéologiques. *S'endetter n'est pas une vertu*. Il nous faut marquer une pause, garder le cap et définir la marche à suivre avec clairvoyance.

Le programme d'allègement budgétaire 27 reflète précisément cette volonté. Il reconnaît que la Suisse a besoin de finances stables, de priorités claires et d'un État capable d'agir. L'Association Suisse d'Assurances salue cette orientation, car un État fonctionnel a besoin d'une politique budgétaire réaliste et avisée. Mais une chose est également claire : l'État ne doit pas miner ses propres fondements. Et c'est précisément ce qui menace de se produire si des piliers centraux de notre système de prévoyance sont remis en question par des hausses d'impôts.

**Les hausses de l'imposition des capitaux de la prévoyance prévues par le programme affaibliraient le système des trois piliers – l'un des plus importants acquis de notre pays.**

En vertu de la Constitution fédérale [art. 111, al. 2], la Confédération doit veiller à ce que l'AVS et la prévoyance professionnelle puissent remplir durablement leur mission.

Durablement, Mesdames et Messieurs.

Tandis que la Confédération soutient l'AVS à hauteur de **14 milliards de francs par an** via les impôts, la prévoyance professionnelle est financée exclusivement par les cotisations des salariés et des employeurs, ainsi que par les rendements des capitaux.

Il est donc cohérent que la Confédération mette en place des incitations fiscales claires afin de remplir sa mission constitutionnelle pour ce qui est du *deuxième pilier*. Or, les mesures proposées dans le domaine de l'impôt fédéral direct réduiraient considérablement le système d'incitations dans le deuxième pilier.

En matière de prévoyance individuelle, c'est l'article 111, alinéa 4 de la Constitution qui s'applique, selon lequel la Confédération encourage la prévoyance individuelle par des mesures fiscales. La mesure proposée alourdirait encore le fardeau fiscal de nombreux cotisants au *troisième pilier*. Elle en réduirait fortement l'attractivité et irait ainsi à l'encontre du mandat constitutionnel de promotion de la prévoyance individuelle.

Mesdames et Messieurs, le développement des deuxième et troisième piliers est une expression concrète de la responsabilité individuelle : le capital du deuxième pilier s'élève à environ **1'300 milliards de francs**, celui du pilier 3a à plus de **140 milliards**. Dans le deuxième pilier, 4,75 millions d'actifs et leurs employeurs versent chaque année plus de **60 milliards de francs** de cotisations. Dans le pilier 3a, environ la moitié des contribuables (soit 2,75 millions de personnes) versent chaque année environ **13 milliards**. Ces personnes renoncent à consommer aujourd'hui afin de ne pas faire porter une charge supplémentaire aux générations futures.

Le Conseil fédéral propose désormais de taxer beaucoup plus fortement les retraits en capital de la prévoyance professionnelle et privée – dans certains cas, plus du quadruple de la charge actuelle. Cela touche de larges pans de la population, pas seulement les plus aisés. Sont notamment concernés les familles de la classe moyenne, les indépendants, les chômeurs ayant un plan de prévoyance – des personnes qui assument leurs responsabilités.

Assumer ses responsabilités repose sur la confiance en la stabilité et la fiabilité. Et c'est précisément cette confiance qui est désormais ébranlée.

**La hausse d'impôt envisagée concerne aussi les prestations en cas de risque – donc les versements en capital en cas de décès ou d'invalidité.**

Les personnes confrontées à de douloureux coups du sort seraient ainsi, de plus, pénalisées par l'impôt. C'est antisocial et politiquement difficilement défendable. C'est aussi économiquement absurde. Si la confiance dans la prévoyance s'érode, l'épargne diminue à long terme, et la consommation augmente. Cela alourdit la charge sur les assurances sociales, les communes et la Confédération.

Fiscalement, les mesures proposées peuvent paraître tentantes à court terme, mais elles sont, à terme, disproportionnées et trop coûteuses. Il est pour le moins inopportun de faire subir à celles et ceux qui planifient leur prévoyance sur 30 ou 40 ans un changement inopiné des règles du jeu.

Cela va à l'encontre de toute logique. Pire encore, cela contredit le principe de sécurité juridique et mine toute planification financière à long terme.

C'est une illusion de croire qu'une hausse d'impôt sur les prestations de vieillesse ou de risque peut générer des recettes supplémentaires à court terme sans causer de dommages à long terme. Beaucoup cesseraient leurs rachats volontaires dans le deuxième pilier, et le pilier 3a perdrait de son attrait. Cela affaiblit exactement ce qui devrait être renforcé : la prévoyance individuelle.

### **La Suisse a besoin d'un système de prévoyance performant et équitable entre les générations.**

Nous avons un problème de dépenses, et *non* de recettes. C'est pourquoi il est juste que le paquet de mesures d'allègement se concentre sur les dépenses. Il serait cependant erroné de l'utiliser comme prétexte pour introduire des hausses d'impôts structurellement discutables – surtout dans un domaine aussi sensible que la prévoyance vieillesse.

### **D'où notre appel urgent : Ne touchez pas au capital de la prévoyance.**

Le système des trois piliers est un modèle qui rayonne au niveau international. Il allie solidarité et responsabilité individuelle, et constitue un modèle de réussite : les avoirs de prévoyance liés sont investis à long terme et favorisent la stabilité. Cette stabilité est aujourd'hui un atout essentiel de la place économique suisse.

*Mesdames, Messieurs, permettez-moi de conclure.*

La prévoyance nécessite des conditions-cadres fiables. Et elle requiert une action de l'État pensée sur le long terme – qui ne cherche pas à encaisser plus d'impôts à court terme au détriment de la crédibilité de son engagement pour la responsabilité individuelle.

L'Association Suisse d'Assurances s'engage en faveur d'un système de prévoyance fiable et intergénérationnel. En faveur d'un État épuré, mais robuste. Le programme d'allègement 27 doit contribuer à la stabilité financière de la Confédération – mais pas au prix d'une crise de confiance en la prévoyance vieillesse.

Engageons-nous pour que la Suisse reste un pays où il vaut la peine d'épargner pour sa retraite, où la responsabilité individuelle est encouragée et où l'État reste digne de confiance.

*Je vous remercie de votre attention.*

# Place économique suisse : l'heure est à l'action

Les évolutions et les incertitudes actuelles entourant l'économie mondiale doivent servir de signal d'alarme. Pour préserver la stabilité et la compétitivité de la Suisse, il faut agir avec détermination. Il importe d'alléger de manière ciblée le budget de la Confédération et les charges des entreprises et des travailleurs, ainsi que de renforcer la place économique suisse.

## **Garantir la stabilité : alléger le budget de la Confédération**

*La Confédération dépense trop. Ses dépenses ne cessent d'augmenter. Il est grand temps de les maîtriser. Ainsi seulement la Confédération conservera-t-elle une marge financière.*

- **Programme d'allègement** : Le programme d'allègement 27 et ses mesures axées sur les dépenses doivent être mis en œuvre de manière globale. Il faut renoncer à des mesures axées sur les recettes. De même, le frein à l'endettement doit être respecté.
- **Réformes structurelles** : La 13<sup>e</sup> rente AVS ne doit pas être financée par des cotisations salariales, mais par un relèvement temporaire de la TVA, en attendant que la réforme structurelle à discuter en 2026 produise ses effets.
- **Pas de développement de l'État social** : Il faut renoncer à une nouvelle extension de l'AVS dépourvue de financement (déplafonnement de la rente de couple, par exemple).
- **Se concentrer sur les tâches principales** : La Confédération et les entreprises liées à elle doivent se concentrer sur leur mission principale. Le secteur privé doit agir là où il le peut. L'État se concentre sur les tâches dont le secteur privé ne peut pas se charger.

## **« Swiss omnibus » : alléger le poids de la réglementation et les charges pour les entreprises et les salariés**

*L'économie suisse ne doit pas être entravée ni ses charges alourdies par de nouvelles lois et ordonnances. Les coûts doivent être réduits autant que possible. Il importe à cet égard de tenir compte des développements internationaux – par analogie avec l'omnibus de l'UE, nous avons besoin d'un « Swiss omnibus » qui allège la bureaucratie et apporte des simplifications pour les entreprises.*

- **Moratoire en matière de réglementation** : Il faut examiner et suspendre les projets prévus qui pèseraient sur la place économique suisse et porteraient préjudice à sa compétitivité. Exemples : loi sur l'examen des investissements, ordonnance sur le CO<sub>2</sub>, mécanisme de compensation des émissions de CO<sub>2</sub> (CBAM), exigences de fonds propres pour les banques, obligations en matière de reporting.
- **Train de mesures transversales** : Par analogie avec le programme d'allègement 27, le DEFR est invité à mettre en place un groupe d'experts chargé d'examiner les réglementations existantes et d'élaborer des propositions pour une réglementation judicieuse et ciblée. Ces travaux doivent aboutir à un train de mesures renforçant la place économique suisse.
- **Frein réglementaire** : Il faut reprendre cette idée.
- **Évolutions internationales** : La Suisse doit se doter d'avantages réglementaires par rapport à des places économiques concurrentes et préserver les avantages actuels. En parallèle, il importe de suivre des évolutions internationales visant à réduire le poids de la réglementation et de les reprendre de manière proactive lorsque c'est judicieux. À cet égard, le Conseil fédéral se fonde sur la loi suisse et réduit la *soft law*, génératrice de bureaucratie. En ce qui concerne la FINMA (le surveillant des marchés financiers), force est de constater qu'elle s'inspire de la *soft law* internationale dans son activité réglementaire. Ce faisant, elle crée des conflits d'objectifs avec des principes suisses (notamment le fait de se fonder sur des principes, des conséquences en termes de coûts pour les établissements surveillés et la compétitivité de la place financière suisse).

**Renforcer la Suisse en tant que nation exportatrice : supprimer des obstacles au commerce**

*En tant qu'économie ouverte et tournée à l'exportation, la Suisse a besoin du meilleur accès possible aux marchés du monde entier. Supprimer des droits de douane et d'autres obstacles au commerce apporte des avantages économiques à tous les pays.*

- **États-Unis** : Les droits de douane injustifiés introduits sur les produits suisses doivent autant que possible être annulés par la voie diplomatique. Il convient de mettre en avant le rôle de l'économie suisse aux États-Unis dans les discussions avec l'administration américaine et auprès de l'opinion publique. Des solutions permettant de surmonter les difficultés actuelles apporteront des avantages économiques aux deux pays.
- **Union européenne** : Le paquet des Bilatérales III doit être mis en consultation avant l'été, comme prévu.
- **Libre-échange mondial** : Il faut continuer d'étendre le réseau d'accords de libre-échange. Les accords avec le Mercosur, le Vietnam et d'autres pays sont à négocier rapidement et celui avec la Chine à moderniser. Les accords avec l'Inde, la Thaïlande et la Malaisie doivent entrer en vigueur rapidement.

**Accroître la productivité : renoncer à des réglementations restrictives**

*La productivité est le principal moteur de la prospérité et la meilleure réponse à la pénurie de main-d'œuvre qualifiée – une économie plus productive crée de la richesse pour tous.*

- **Pas d'interdictions technologiques** : Il faut renoncer autant que possible aux réglementations qui limitent les technologies et l'innovation (OGM, IA, technologies énergétiques, recherche médicale, par exemple). Les technologies doivent être considérées comme des opportunités et pas seulement comme des risques.
- **Un marché du travail flexible** : Il faut éviter de réduire davantage le caractère libéral du marché du travail suisse.
- **Accès à une main-d'œuvre hautement qualifiée** : Il faut se garder de restreindre l'accès actuel à la main-d'œuvre qualifiée étrangère.

**Énergie avantageuse : développer rapidement la production d'électricité**

*Les entreprises et les ménages suisses ont besoin d'un approvisionnement énergétique propre, sûr et avantageux.*

- **Lever les interdictions technologiques** : Il faut lever l'interdiction technologique visant le nucléaire. Les centrales nucléaires existantes doivent rester connectées au réseau aussi longtemps qu'elles sont sûres.
- **Production nationale d'électricité** : Il faut la développer rapidement afin de disposer à tout moment d'énergie propre et avantageuse.
- **Accord sur l'électricité avec l'UE** : Le nouvel accord avec l'UE est crucial. Une meilleure interconnexion avec d'autres pays est importante pour garantir la sécurité de l'approvisionnement.

**Infrastructures performantes : poser des jalons maintenant**

*La Suisse dispose de bonnes infrastructures, mais celles-ci ont en grande partie été construites au siècle dernier. Il est de notre responsabilité de les consolider.*

- **Autorisations de construire** : Il faut simplifier les procédures d'autorisation.
- **Route et rail** : Il importe de mieux coordonner les différents acteurs. La route ne doit pas être négligée ; elle constitue un élément important du réseau de transport.
- **5G** : Il faut accélérer le développement des infrastructures numériques. Cela vaut tout particulièrement pour la 5G. Les procédures d'autorisation doivent être aussi simples que possible.